



Signataires : Ana Roch, François Baertschi, Arber Jahija, Gabrielle Le Goff, Gabriela Sonderegger, Christian Flury, Christian Steiner, Thierry Cerutti, Sandro Pistis, Sami Gashi, Skender Salih, Amar Madani

Date de dépôt : 26 août 2025

Proposition de motion

pour une campagne cantonale ambitieuse de prévention et de promotion de la protection sexuelle, en partenariat avec les associations locales

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que la Suisse et Genève ont réalisé des avancées notables dans la lutte contre le VIH et les infections sexuellement transmissibles (IST) ;
- que, selon les données 2023, 352 nouvelles infections au VIH ont été enregistrées en Suisse, en baisse par rapport à 2022, et que près de 93% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut, 98% sont traitées, et la grande majorité bénéficie d'une charge virale indétectable, dépassant ainsi les objectifs « 95-95-95 » fixés par l'Organisation mondiale de la santé ;
- que ces succès sont le fruit de politiques publiques robustes, d'un accès facilité aux traitements et d'une prévention soutenue, mais qu'ils peuvent être compromis par un relâchement des comportements préventifs ;
- que l'article récent du média *20 Minutes* met en lumière une augmentation préoccupante des rapports sexuels non protégés dans le cadre de la prostitution, traduisant un recul de l'usage du préservatif, parfois motivé par une impression trompeuse de sécurité liée aux traitements contre le VIH (trithérapie, PrEP) ;

- que ces traitements, bien qu’efficaces contre le VIH, ne protègent pas contre les autres IST, dont certaines peuvent avoir de graves conséquences sur la santé reproductive et générale ;
- que les données sur les jeunes révèlent une baisse notable de l’usage du préservatif entre 2014 et 2022, avec 22% des garçons et 28% des filles de 15 ans déclarant ne pas en avoir utilisé lors de leur dernier rapport sexuel, et près d’un tiers n’ayant eu recours ni au préservatif ni à un autre moyen de contraception ;
- que, bien que la Suisse affiche encore des taux de protection élevés par rapport à d’autres pays européens, ces chiffres témoignent de la nécessité de maintenir et de renforcer les efforts de prévention, en particulier auprès des jeunes et des publics vulnérables ;
- que les associations locales jouent un rôle central dans l’information, la prévention et l’accompagnement des personnes, et constituent des partenaires essentiels pour mener des campagnes efficaces et adaptées aux réalités du terrain ;
- que l’utilisation active des canaux numériques (sites internet, réseaux sociaux, applications interactives) est un levier indispensable pour atteindre efficacement les jeunes et la population dans son ensemble,

invite le Conseil d’Etat

- à lancer, en partenariat avec les associations locales actives en santé sexuelle et en prévention, une campagne cantonale de grande ampleur visant à promouvoir, de manière forte et cohérente, l’usage systématique du préservatif et la prévention globale des IST (VIH compris), en recourant aussi activement aux canaux numériques (outils en ligne, réseaux sociaux, applications interactives), pour toucher les jeunes et l’ensemble de la population ;
- à adapter les messages aux différents publics cibles, jeunes et moins jeunes, personnes précarisées, professionnelles et professionnels du sexe, en tenant compte des réalités socioculturelles et économiques ;
- à intensifier le dépistage précoce et l’information sur l’ensemble des IST, au-delà du seul VIH, notamment via les structures communautaires, scolaires, universitaires, et via des formats numériques accessibles ;
- à assurer un suivi et une évaluation rigoureux de la campagne (indicateurs de couverture, évolution des pratiques, nombre de dépistages) et à rendre compte au Grand Conseil dans un délai de deux ans après son lancement.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ces dernières années, la Suisse et Genève ont réalisé des avancées notables dans la lutte contre le VIH et les infections sexuellement transmissibles (IST). Les chiffres sont encourageants : en 2023, 352 nouvelles infections au VIH ont été enregistrées, en baisse par rapport à 2022. De plus, près de 93% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut, 98% sont traitées, et une large majorité bénéficie d'une charge virale indétectable – des résultats conformes, voire supérieurs, aux objectifs « 95-95-95 » fixés par l'Organisation mondiale de la santé. *(Les objectifs « 95-95-95 » fixés par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) sont des cibles pour l'élimination du VIH/SIDA d'ici 2030. Ils visent à ce que : 95% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 95% des personnes diagnostiquées reçoivent un traitement antirétroviral, et 95% des personnes traitées aient une charge virale supprimée (indétectable).)*

Ce succès, fruit de politiques de santé publique robustes, de l'accès aux traitements et d'une prévention soutenue, pourrait malheureusement conduire à un relâchement. C'est précisément ce que met en lumière un article récent de *20 Minutes*, dénonçant une progression préoccupante des rapports sexuels non protégés dans le cadre de la prostitution, révélant que le préservatif semble parfois relégué au second plan, dans un contexte où la trithérapie ou la PrEP créent une illusion de sécurité. Or, ces moyens n'empêchent en rien la transmission des autres IST, dont certaines ont des conséquences graves pour la santé reproductive ou générale.

Souhaitons-nous vraiment laisser s'installer une impression trompeuse de sécurité ? Les données sur les jeunes sont alarmantes : entre 2014 et 2022, le recours au préservatif lors du dernier rapport sexuel est passé de 70% à 61% chez les garçons, et de 63% à 57% chez les filles. En 2022, un quart des adolescents (22% des garçons et 28% des filles) n'avaient pas utilisé de préservatif lors de leur dernière relation, et un tiers n'ont eu recours ni au préservatif ni à la pilule.

Même si la Suisse se distingue encore par des taux relativement élevés de protection chez les jeunes, ces chiffres soulignent l'urgence de cultiver une culture de prévention partagée et durable, particulièrement chez les jeunes, pour qui l'information et l'accès aux protections doivent toujours être renouvelés et adaptés.

L'article de *20 Minutes* nous rappelle que, même lorsque l'information semble accessible, le risque persiste. Les associations locales, présentes sur le terrain, jouent un rôle essentiel pour transmettre des messages porteurs de

sens et recréer ce réflexe du préservatif, que ni la trithérapie ni la PrEP ne peuvent remplacer.

Maintenir, voire renforcer, notre vigilance est donc impératif. Une campagne cantonale ambitieuse, inclusive et innovante doit rappeler que la protection n'est pas facultative, qu'elle doit accompagner chaque relation sexuelle, et que la santé sexuelle exige un engagement continu, quel que soit le progrès technologique ou médical.